Les publications des Services Economiques
Service Economique Régional de New Delhi

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

Brèves Economiques d'Asie du Sud

N°43 - semaine du 30 octobre au 5 novembre 2020

Résumé

Afghanistan : Approbation d'un prêt additionnel de 18 M USD de la Banque asiatique de développement à destination du secteur agricole.

Bangladesh : Croissance estimée à 5,2% pour l'exercice budgétaire 2019/20. Publication des données provisoires d'exécution de la loi de finance 2019/20. Progression du revenu moyen par habitant sur l'exercice 2019/20. Les échanges commerciaux bilatéraux avec la France en baisse de 21% sur les huit premiers mois de l'année 2020.

Bhoutan : Assouplissement des normes prudentielles par la Banque centrale pour injecter davantage de liquidités. Contraction du déficit commercial en 2019.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques :* Poursuite de l'amélioration de la performance du secteur manufacturier en octobre. Celui des services en expansion pour la première fois depuis février. Hausse du taux de chômage en octobre. Excédent de la balance commerciale au terme du premier semestre de l'exercice budgétaire en cours. *Finances publiques* : Le déficit budgétaire déjà équivalent à 114,8% de la cible fixée au terme du premier semestre 2020/21. La collecte de la GST, au plus haut niveau depuis février. Versement de la seconde tranche de compensation de la GST aux Etats fédérés. *Secteur bancaire :* Prolongement d'un mois du programme de garantie de lignes de crédit d'urgence à destination des PME. Chute de la rémunération sur dépôts des banques étrangères en Inde. *Autres informations :* Le Premier ministre organise une Table ronde avec 20 grands investisseurs mondiaux. Annonce d'une prise de participation du Fonds souverain saoudien au sein du groupe *Reliance*. Augmentation des salaires dans le secteur formel en 2021 selon une étude du cabinet *Aon*.

Maldives : Financement de 10,5 M USD de la Banque asiatique de développement dans le secteur énergétique.

Népal : 80 M USD débloqués par la Banque mondiale pour développer l'entreprenariat rural. Prévision de contraction des transferts des migrants en 2020 selon la Banque mondiale.

Pakistan : Maintien de l'inflation à un niveau élevé en octobre. Creusement du déficit budgétaire à 1,1% du PIB sur le premier trimestre 2020/21. Légère contraction du déficit commercial sur les quatre premiers mois de l'exercice 2020/21. Baisse des tarifs de l'électricité pour le secteur industriel. Prévision de hausse de 9% des envois de fonds des travailleurs expatriés en 2020 selon la Banque mondiale.

Sri Lanka : Prévision de croissance du PIB à -1,7% pour 2020 selon la Banque centrale. Baisse de la production agricole de -7,5% au cours du premier semestre 2020. Contraction du trafic de conteneurs du Port de Colombo sur la période janvier – septembre.

© SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL – AMBASSADE DE FRANCE EN INDE
2/50 E SHANTIPATH – CHANAKYAPURI – NEW DELHI – INDE – @ : NEWDELHI@DGTRESOR.GOUV.FR

INFORMATIONS PAYS

AFGHANISTAN

- **Approbation d'un prêt additionnel de 18 M USD de la Banque asiatique de développement à destination du secteur agricole.** Ce financement additionnel au Panj–Amu River Basin Sector Project (dans le nord-est du pays) permettra d'améliorer l'accès à l'eau et de renforcer la résilience des bassins de rétention aux risques climatiques et en particulier aux inondations. L'agriculture est le premier secteur d'activité en Afghanistan (40% des emplois et 18,6% du PIB) et le bassin de la rivière Panj-Amu le centre de la culture du riz, des fruits et des légumes.

BANGLADESH

- **Croissance estimée à 5,2% pour l'exercice budgétaire 2019/20** selon les données provisoires du Bureau des Statistiques (BBS), conforme aux dernières révisions du ministère des Finances. Déjouant les pronostics pessimistes de la Banque mondiale et du FMI (respectivement 1,6 et 3,8%), les données provisoires font ressortir une croissance du PIB de 5,2% à prix constants sur l'exercice budgétaire 2020, après 8,2% et 7,9 % sur les deux exercices précédents. Il s'agit cependant du plus faible taux de croissance observé depuis 18 ans (+4,4% en 2001/02) alors que, pour rappel, la loi de finances avait retenu une expansion économique de 8,2%.

  Les faits les plus marquants sont une progression de la consommation de 9,5%, de 12% pour l'épargne et de 10,63% pour l'investissement. Exprimé en ratio de PIB, l'investissement atteint 31,8% contre 31,6% l'exercice précédent (l'investissement privé progresse légèrement pour atteindre 23,6% du PIB et l'investissement public 8,1%), et l'épargne brute s'élève à 30,1% contre 29,5% un an auparavant.

  Tous les secteurs d'activité ont eu logiquement une croissance en repli par rapport aux niveaux atteints lors de l'exercice budgétaire 2019. L'agriculture enregistre une hausse de 3,1%, l'industrie de 6,5% (contre +12,7% un an auparavant), les services progressent de 5,3%. L'industrie manufacturière est la plus touchée par la baisse d'activité : sa progression en prix constants passe de +14,2% à +5,8%.

- **Publication des données provisoires d'exécution de la loi de finance 2019/20.** Le ministère des Finances a publié fin octobre les données provisoires d'exécution de l'exercice budgétaire échu au 30 juin dernier (*Bangladesh Economic Review 2020*). Les dépenses ont été ramenées de 5016 à 3985 Mds BDT (environ 40 Mds EUR), soit un niveau encore inférieur au budget révisé en mars dernier, équivalent à 17,9% du PIB. Les dépenses courantes (2042 Mds BDT) n'ont atteint que 87% de l'enveloppe et celles de développement 73% (1483 Mds BDT, dont 80% pour l'*Annual Development Program*, pour les grands projets d'infrastructures). Les recettes chutent de 22% par rapport à la cible initiale (3380 Mds BDT), pour s'établir à 2628 Mds BDT, soit 76% de la cible prévue. La collecte du *National Board of Revenue* atteint 2148 Mds BDT (71% de l'objectif). Ainsi, le déficit budgétaire hors dons se contracte à 1357 Mds BDT (environ 14 Mds EUR) soit 4,8% du PIB (contre -5,5% dans la LFI).

- **Progression du revenu moyen par habitant sur l'exercice 2019/20.** Selon le BBS, le revenu moyen par habitant s'élève à 174 888 BDT ou 2064 USD, contre 1909 USD en 2018/19, année où la croissance a atteint le niveau record de 8,15%. La population est estimée à 167,6 M habitants.

- **Les échanges commerciaux bilatéraux avec la France en baisse de 21% sur les huit premiers mois de l'année 2020.** La pandémie de la Covid-19 a eu un impact significatif sur les échanges de biens sur les 8 premiers mois 2020. Selon les douanes françaises, les exportations à destination du Bangladesh (142 M EUR) baissent de 18% en glissement annuel. Les importations françaises, dominées par le textile-habillement (1,6 Mds EUR) reculent de 21%, et les échanges bilatéraux de 21% (1,8 Mds EUR). Le déficit structurel des échanges, lié à l'importance du Bangladesh comme fournisseur d'articles de confection à la France, se contracte de 21%, à 1,5 Mds EUR. Dans la zone Asie du sud, le Bangladesh est le 3ème client de la France, derrière l'Inde (2,5 Mds EUR) et le Pakistan (200

© SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL – AMBASSADE DE FRANCE EN INDE
2/50 E SHANTIPATH – CHANAKYAPURI – NEW DELHI – INDE – @ : NEWDELHI@DGTRESOR.GOUV.FR

M EUR), devant Sri Lanka (38 M EUR). En 2019, les exportations françaises vers le Bangladesh se sont élevées à 263 M EUR, loin derrière Inde (5,4 Mds EUR) et Pakistan (396 M EUR), mais devant Sri Lanka (116 M EUR).

BHOUTAN

- **Assouplissement des normes prudentielles par la Banque centrale pour injecter davantage de liquidites.** La Banque centrale (RMA) a abaissé le ratio de réserves obligatoires de 3 points, ce qui a permis d'injecter 4,2 Mds BTN de liquidités (57 M USD). Le ratio est désormais de 10% du total des dépôts. De même, la RMA a également diminué le *Capital Conservative Buffer* de 2,5 points. En parallèle, la Banque a élaboré un cadre de gestion de la liquidité au niveau national (*Domestic Liquidity Management Framework*). Cela consiste en une fenêtre d'emprunt et de dépôts pour les banques, qui pourront désormais emprunter directement auprès de la RMA si elles ne le peuvent pas le faire entre elles. La RMA prévoit aussi d'abaisser, ultérieurement, la quotité des prêts (*Loan to value ratio*).
- **Contraction du déficit commercial en 2019.** Selon le bureau national des statistiques, le déficit commercial du Bhoutan s'est contracté de 32,4% en 2019, ramené à -29,1 Mds BTN (393 M USD) soit 16,3% du PIB (-13% en 2018). Les exportations ont augmenté de 14,4% en g.a. (+4,6% en 2018) et les importations se sont contractées de 6,6% en g.a. Dans le détail, les exportations ont atteint 60,6 Mds BTN (environ 817 M USD et 34% du PIB) et ont été principalement composées de biens à 79,4%. La hausse des exportations est majoritairement due aux exportations d'électricité (en particulier vers l'Inde suite au projet hydroélectrique Mangdechhu finalisé en juillet 2019) et de roches. Pour ce qui est des importations, elles représentent 50,4% du PIB (89,7 Mds BTN, 1,2 Mds USD) et sont également principalement composées de biens (81,7%). Les autorités anticipent aussi une diminution du déficit commercial en 2020 ; celui-ci a déjà diminué de 32% au premier semestre 2020 comparé à la même période un an auparavant (-4% pour les importations et +38% pour les exportations).

INDE

Indicateurs macroéconomiques

- **Poursuite de l'amélioration de la performance du secteur manufacturier en octobre.** L'indice PMI a ainsi été porté de 56,8 en septembre (plus haut niveau depuis plus de huit ans) à 58,9. La croissance a été essentiellement tirée par la catégorie des biens intermédiaires. L'assouplissement continu des restrictions liées à la COVID-19 et l'amélioration des conditions du marché comme de la demande ont permis un emballie au plan des nouvelles commandes en octobre et en prévision de la traditionnelle période des festivités (étalée sur entre octobre et novembre). Le rythme de production des entreprises s'affichent ainsi à un plus haut depuis fin 2007.
- **Expansion des services pour la première fois depuis février**. L'indice PMI s'affiche à 54,1 en octobre (contre 49,8 en septembre). Les données sous-jacentes montrent que c'est le marché intérieur qui est la principale source de nouveaux gains commerciaux puisque les nouvelles commandes en provenance de l'étranger ont à nouveau diminué. La détérioration de la demande internationale adressée aux services indiens a été la plus lente depuis mars, mais néanmoins plus marquée que toutes celles enregistrées avant l'épidémie de COVID-19. L'indice PMI composite de la production est passé de 54,6 en septembre à 58,0 en octobre, signant ainsi la plus forte augmentation de la production du secteur privé en près de neuf ans.
- **Augmentation du taux de chômage en octobre,** qui passe de 6,67% en septembre à 6,98% en octobre selon les données du CMIE (*Centre for Monitoring Indian Economy*), avec toutefois des disparités territoriales. Dans les zones urbaines, le taux de chômage a baissé de 130 pdb (ramené de 8,45% en septembre à 7,15% en octobre) tandis qu'il a augmenté dans le même temps dans les zones rurales. Le chômage rural a ainsi été porté à 6,9% en octobre après 5,9% un mois plus tôt. Cette contreperformance s'explique en partie par la baisse significative

© SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL – AMBASSADE DE FRANCE EN INDE
2/50 E SHANTIPATH – CHANAKYAPURI – NEW DELHI – INDE – @ : NEWDELHI@DGTRESOR.GOUV.FR

d'emplois à la journée dans le cadre du programme *Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme* (MGNREGS), alors même que la saison des récoltes estivales a débuté.

- **Excédent de la balance commerciale indienne au terme du premier semestre de l'exercice budgétaire en cours.** Selon les données publiées par le ministère du Commerce et de l'Industrie, les exportations de biens et de services se sont contractées de 16,7% en glissement annuel pour s'établir à 221,9 Mds USD tandis que les importations ont chuté encore plus lourdement à 204,1 Mds USD (-35,4% en g.a.). Le déficit de la balance des biens s'est contracté de 76,6% pour s'établir à 23,4 Mds USD au terme du S1 2020/21 grâce à une chute plus importante des importations (-40,1% en g.a.) par rapport aux exportations (-21,3% en g.a). Il est comblé par l'excédent de la balance des services, estimé à 34,3 Mds USD.

Finances publiques

- **Le déficit budgétaire déjà équivalent à 114,8% de la cible fixée au terme du premier semestre 2020/21**. Les chiffres publiés par le Contrôleur général des comptes publics (CGA) indiquent un déficit de 7 628 Mds INR (87 Mds EUR) en septembre 2020. Les données du CGA montrent une sous-réalisation des recettes équivalentes à seulement 27,3% de l'objectif sur l'exercice, à comparer à 41,6% de l'objectif un an auparavant. Les recettes fiscales (qui représentent près de 83% du total) pâtissent ainsi des mesures de confinement et de l'atonie de la demande et enregistrent une perte de près de 13 points de pourcentage par rapport à la même période un an auparavant. Les dépenses totales se sont établies à 14 794 Mds INR (169 Mds EUR) soit 48,6% de l'objectif annuel (contre 53,4% un an plus tôt). Pour rappel, lors de la présentation du budget en février dernier, la cible de déficit budgétaire avait été fixée à 3,5% du PIB pour l'exercice en cours.
- **La collecte de la GST, au plus haut niveau depuis février**. Les revenus collectés au titre de la *Goods and Services Taxe* (GST) ont dépassé la barre des 1000 Mds INR (environ 11 Mds EUR) en octobre, une première depuis sept mois. Cette bonne performance tient surtout à la reprise de la consommation liée à la période des festivités, mais également à un assouplissement des contraintes logistiques et d'approvisionnement. Néanmoins, les difficultés liées aux financements subsistent encore et pourraient constituer un frein à moyen terme pour une reprise durable, en particulier si les banques continuent d'adoter une attitude réticente aux risques.
- **Versement de la seconde tranche de compensation de la GST aux Etats fédérés**. Le gouvernement central a annoncé le versement d'une nouvelle tranche de 60 Mds INR (environ 690 M EUR) à 16 Etats fédérés, ainsi qu'aux trois Territoires de l'Union, par l'intermédiaire du guichet d'emprunt spécial mis en place pour l'occasion. Le taux d'intérêt moyen pondéré est de 4,42%, ce qui est inférieur au coût moyen d'emprunt des Etats. Pour rappel, une première tranche de 60 Mds a été transférée le 23 octobre tandis que le coût total de la compensation est évalué à 1 100 Mds INR (environ 12,6 Mds EUR) par le gouvernement central.

Secteur bancaire

- **Prolongement d'un mois du programme de garantie de lignes de crédit d'urgence à destination des PME.** Le gouvernement a annoncé la prorogation, jusqu'au 30 novembre, de l'octroi de crédits entièrement garantis (et sans collatéral) aux micros, petites et moyennes entreprises, de même que pour les prêts individuels à fins commerciales. Ce programme, annoncé dans le cadre de la doctrine Aatmanirbhar Bharat (Inde autonome) est doté d'une enveloppe de 3 000 Mds INR (environ 34 Mds EUR), utilisée aux deux tiers à la fin octobre.
- **Chute de la rémunération sur dépôts des banques étrangères en Inde.** Selon les données de la Banque centrale indienne, le taux de rémunération moyen sur dépôts à terme s'élève à 3,33% pour les banques étrangères contre 5,74% en moyenne pour les banques indiennes. L'écart, de 241 points de base, est ainsi le plus important constaté depuis près de 7 ans. Cette baisse agressive intervient dans un contexte où la rémunération sur dépôts pour l'ensemble des banques commerciales se contracte (-124 pdb depuis janvier 2019), alors que la Banque centrale a abaissé son principal taux directeur de 250 pdb depuis février 2019.

© SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL – AMBASSADE DE FRANCE EN INDE
2/50 E SHANTIPATH – CHANAKYAPURI – NEW DELHI – INDE – @ : NEWDELHI@DGTRESOR.GOUV.FR

Autres informations

- **Table ronde organisé par le Premier ministre avec 20 grands investisseurs internationaux**. M. Modi a présidé la *Virtual Global Investor Roundtable* (VGIR) 2020 à laquelle ont participé des représentants de 20 investisseurs institutionnels d'Amérique du Nord, d'Asie, d'Australie, d'Europe et du Moyen-Orient. Cette réunion était conjointement organisée par le ministère des Finances et le Fonds national d'investissements et d'infrastructure, et a vu la participation, côté indien, de chefs d'entreprise, de régulateurs des marchés financiers, de la ministre des Finances et du gouverneur de la Banque centrale. Le VGIR 2020 s'est concentré sur les discussions autour des perspectives économiques et d'investissement en Inde, des réformes structurelles et de la vision du gouvernement pour faire du pays une économie de 5 000 Mds USD.
- **Annonce d'une prise de participation du fonds souverain saoudien dans la branche de vente au détail du groupe *Reliance***. Le Fonds d'investissement public (PIF) d'Arabie saoudite investirait 9 555 crores INR (1,3 Mds USD) pour une participation de 2,04% qui porterait la valorisation de *Reliance Retail Ventures* (RRVL) à 4 587 Mds INR (62,4 Mds USD). Il s'agirait de la seconde prise de participation dans ce groupe en quelques mois, après celle de 2,32% opérée par Jio Platforms.
- **Augmentation des salaires dans le secteur formel en 2021 selon une étude du cabinet *Aon***. Les résultats de l'enquête, menée auprès de 1050 entreprises de 20 secteurs, montre que 87% des entreprises examinées prévoient d'augmenter les salaires de 7,3% en moyenne. L'enquête menée l'année précédente tablait sur une hausse des salaires de 6,1% en moyenne pour 71% des entreprises sondées. Les augmentations les plus importantes sont anticipées dans les secteurs des TIC et du commerce électronique notamment. A l'inverse, les entreprises du secteur de l'hôtellerie, de l'immobilier, de la construction, qui ont été les plus touchées par la crise sanitaire, devraient connaître des augmentations de salaires marginales ou nulles.

MALDIVES

- **Financement de 10,5 M USD de la Banque asiatique de développement (BAsD) dans le secteur énergétique**. La BAsD a approuvé un financement de 10,47 M USD pour améliorer la durabilité du système énergétique maldivien. Ce dernier se compose (1) d'un prêt concessionnel de 7,74 M USD et (2) d'un don de 2,73 M USD pour augmenter la taille du projet POISED (*Preparing Outer Islands for Sustainable Energy Development*). Celui-ci vise à remplacer l'actuel réseau électrique largement basé sur des générateurs diesel d'anciennes générations par un système de production d'électricité hybride basé principalement sur les énergies renouvelables dans 160 îles de l'archipel. Il est également prévu d'installer des machines de fabrication de glace à partir d'énergie solaire dans quatre îles pour soutenir le secteur de la pêche. Les systèmes de distribution et de supervision du réseau devraient aussi être modernisés. Le projet POISED a déjà permis l'installation d'une capacité solaire photovoltaïque de 9,5 MW ainsi que 11,6 MW produits par des générateurs plus modernes sur 70 îles.

NEPAL

- **80 M USD débloqués par la Banque mondiale pour développer l'entreprenariat rural**. Le projet *Rural Enterprise and Economic Development (REED)* a pour but de renforcer le secteur agricole, créer de nouveaux emplois et de soutenir la reprise économique. Ce projet consiste en la promotion de l'agriculture népalaise, de l'entreprenariat et de l'interconnexion entre les entreprises rurales et en particulier celle dirigées par des femmes.
- **Prévision de contraction des transferts des migrants en 2020 selon la Banque mondiale**. Ils chuteraient de 12% en glissement annuel à 7,4 Mds USD. Cette estimation a toutefois été contredite par la Banque centrale népalaise qui table sur un maintien à niveau pour 2020 et une diminution seulement l'année suivante. Pour rappel, les transferts de la diaspora représentent près de 25% du PIB népalais.

© SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL – AMBASSADE DE FRANCE EN INDE
2/50 E SHANTIPATH – CHANAKYAPURI – NEW DELHI – INDE – @ : NEWDELHI@DGTRESOR.GOUV.FR

PAKISTAN

- **Maintien de l'inflation à un niveau élevé en octobre,** en raison de l'envolée des prix des produits alimentaires. L'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 8,9 % en glissement annuel, à comparer à 9 % en septembre et 8,2 % en août. Il progresse également de 1,7 % par rapport au mois précédent (après 1,5 % un mois plus tôt). L'accélération de l'inflation au cours des derniers mois s'explique principalement par une augmentation des prix des produits alimentaires qui comptent pour près de 34,6 % de l'indice (+16,6 en glissement annuel en octobre avec notamment +52,2 % pour le blé et +33 % pour le sucre). L'inflation moyenne s'établit à 8,9 % sur les quatre premiers mois de l'exercice 2020/21 (1er juillet 2020 au 30 juin 2021), à comparer à 10,3 % sur la période considérée en 2019/20. L'inflation sous-jacente (hors énergie et denrées alimentaires) demeure quant à elle contenue à 5,6 % et à 7,6 % respectivement en milieux urbain et rural en octobre 2020.

- **Creusement du déficit budgétaire à 1,1% du PIB sur le premier trimestre 2020/21.** Selon les données publiées par le ministère des Finances, le déficit public progresse de 69,3 % en valeur par rapport au T1 2019/20 (0,7% du PIB). La balance primaire (hors paiement des intérêts) enregistre toutefois un solde positif à hauteur de 0,6 % du PIB sur la période considérée (-9,8% en valeur). Les recettes, stables en valeur, représentent 3,2% du PIB au T1 2020/21. Les recettes fiscales s'affichent en baisse de 1,8% (2,5% du PIB). Les dépenses enregistrent, en parallèle, une hausse de 10,6% en valeur pour atteindre 4,3% du PIB (+0,3 pp par rapport au T1 2019/20). Les dépenses d'investissement progressent en valeur de 46,2% et représentent 0,5% du PIB. Les dépenses courantes progressent également de 14,6% et représentent 4% du PIB (+0,4 pp par rapport à un an auparavant).

  Au niveau fédéral, le service de la dette et les services de défense comptent pour respectivement 58,4 et 17,6% des dépenses courantes. Le seul service de la dette, en hausse de 29,8% en g.a., absorbe désormais 64,9% des recettes fiscales du pays. Il convient de noter que le service de la dette intérieure représente 92,3% du total.

- **Légère contraction du déficit commercial sur les quatre premiers mois de l'exercice 2020/21**. Selon le Bureau des statistiques, le déficit commercial atteint 7,6 Mds USD entre juillet et octobre 2020 (-1,9% par rapport à la période considérée un an plus tôt). Si les importations exprimées en PKR progressent de 4,6% en glissement annuel, elles reculent légèrement en USD (-0,8%) pour s'établir à 15,1 Mds USD. Les exportations s'affichent quant à elles en hausse (+5,7% en PKR et +0,3% en USD) et atteignent 7,6 Mds USD. Sur le seul mois d'octobre, les recettes d'exportation enregistrent une hausse pour le deuxième mois consécutif (+10,1 % en glissement mensuel et +3,1 % en g.a.) quand les exportations se contractent fortement (-11,6 % en g.m. et -5,7 % en g.a.).

- **Baisse des tarifs de l'électricité pour le secteur industriel**. Suite à la décision du gouvernement et à compter du 1er novembre 2020, la tarification en heures de pointe est supprimée pour les entreprises du secteur (seul le tarif qui prévalait en heures creuses sera maintenu). Toutes les industries implantées au Pakistan – que la production soit destinée au marché intérieur ou à l'exportation – seront par ailleurs éligibles à un taux de réduction de 25% sur le tarif de l'électricité applicable pour toute consommation additionnelle par rapport aux factures antérieures. Par ailleurs, les PME pourront bénéficier d'un tarif subventionné encore plus avantageux (50% du tarif normal en vigueur) jusqu'au 30 juin 2021 sur toute consommation supplémentaire.

- **Prévision de hausse de 9% des envois de fonds des travailleurs expatriés en 2020 selon la Banque mondiale.** Dans son rapport intitulé *Phase-II Covid-19 Crisis through a Migration Lens'*, l'Institution indique que l'impact du ralentissement économique mondial a été en partie compensé par la formalisation des transferts (les restrictions aux déplacements ayant rendu plus compliqué le transport d'argent liquide) estimés à 24 Mds USD. Le pays a par ailleurs instauré une fiscalité incitative en suspendant à compter du 1er juillet 2020 les prélèvements libératoires sur les retraits d'argent liquide ou sur les opérations bancaires depuis un compte détenu dans une banque locale (dans la limite du montant total des transferts reçus sur une année). Le nombre de nouveaux départs de travailleurs à l'étranger depuis le Pakistan s'affiche toutefois en nette baisse depuis le début de l'année 2020 (179 487 départs recensés entre janvier et septembre 2020, à comparer à 625 203 en 2019).

© SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL – AMBASSADE DE FRANCE EN INDE
2/50 E SHANTIPATH – CHANAKYAPURI – NEW DELHI – INDE – @ : NEWDELHI@DGTRESOR.GOUV.FR

SRI LANKA

- **Prévision de croissance du PIB à -1,7% pour 2020 selon la Banque centrale.** La Banque centrale de Sri Lanka (CBSL) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2020, avec une contractation du PIB estimée à -1,7% contre une prévision initiale à +1,5% émise en avril. Un rebond est attendu en 2021 avec une croissance estimée à +5%. La croissance pour 2019 avait atteint à +2,3%. Le déficit primaire devrait se dégrader de -0,8% en 2019 à -3,2% en 2020. Quant au déficit public, celui-ci devrait atteindre -9,3% cette année contre -6,8% en 2019 d'après la CBSL. La dette publique de l'Etat central devrait représenter 93% du PIB (86,8% en 2019). Par comparaison, le FMI prévoit une contraction du PIB à hauteur de -4,6% en 2020.

- **Baisse de la production agricole par -7,5% au cours du premier semestre 2020**. Selon l'Indice de la production agricole publié par la Banque centrale (API ; Base 100 en 2007-2010), qui mesure la production du secteur agricole et de la pêche, celle-ci a enregistré une baisse de -7,5% en g.a. L'indice API pour le thé a chuté de -18,5% au S1 2020 par rapport à la période équivalente en 2019, à 82,6 points. Sur la période janvier-août, la production de thé en volume a baissé à hauteur de -16%, soit une production de 177,3 M kg, à cause de la sécheresse du T1 et des restrictions imposées à cause de la pandémie. La production a aussi baissé au S1 2020 pour le caoutchouc et la noix de coco, à respectivement -10,1% (API de 56 pts) et -13,1% (96,6 pts). Les pêcheries ont aussi accusé un fort recul durant la même période, avec une diminution de -23,5% en g.a de leur production (116,7 pts). A l'inverse, la production de riz a cru de +4% sur la période janvier-juin 2020, à 171 points. Celle-ci devrait croître de +9,7% sur l'année entière pour atteindre 5 MT, portée par une météo favorable.

- **Baisse du trafic de conteneurs du Port de Colombo sur la période janvier – septembre.** D'après les données du *Sri Lanka Ports Authority*, le trafic de conteneurs du port de Colombo a diminué de -4,4% au cours des 9 premiers mois de l'année en glissement annuel, soit 5,19 M EVP traités. Le trafic de transbordement a quant à lui baissé de -2,2% en g.a au cours de la même période, atteignant 4,38 M EVP. Le transbordement a représenté 84,4% du trafic de conteneur du port sur la période janvier - septembre 2020. Le port de Colombo est le 22ème port le plus important dans le monde en termes de trafic de conteneurs en 2019, avec un volume sur l'année de 7,2 M EVP. 90 M USD seront investi dans le terminal à conteneurs CICT du port de Colombo, détenu à 85% par l'entreprise chinoise *China Merchant Port Holdings*, pour moderniser ses équipements et accroître sa productivité.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	B	Négative	D	D

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Auteurs : Service Économique Régional de New Delhi
Avec le concours des Services Economiques de la région (Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka).

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de New Delhi (adresser les demandes à patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional de New Delhi s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Abonnement par email : patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.

© SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL – AMBASSADE DE FRANCE EN INDE
2/50 E SHANTIPATH – CHANAKYAPURI – NEW DELHI – INDE – @ : NEWDELHI@DGTRESOR.GOUV.FR